

Grand Prix de l'Urbanisme 2023 Le territoire et le paysage

Installé en Auvergne, l'architecte et urbaniste [Simon Teyssou](#) a développé des pratiques fondées sur la connaissance et le respect de l'architecture vernaculaire et de l'usage des matériaux locaux. Ses travaux à différentes échelles, de la réhabilitation de bâtiments publics, à la renaissance de petits bourgs, en passant par la création de lotissements intégrés dans leur environnement ou d'espaces publics originaux, dénotent un soin particulier apporté à la mise en valeur de la culture locale et du paysage cantalien.

Pourtant cette inscription dans un territoire précis ouvre sur l'Universel, grâce à l'approfondissement et l'expérimentation de concepts empruntés à Kenneth Frampton.

Simon Teyssou, né en 1973 à Paris, a fondé et dirige l'Atelier du Rouget, agence d'architecture installée dans la commune cantalienne du Rouget-Pers. Il dirige par ailleurs l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand, après en avoir présidé le conseil d'administration, école dont il a été diplômé en 2000.

Diagonal : Vous êtes né à Paris, pourtant toute votre carrière semble liée au Massif-Central. Votre famille en était-elle originaire ?

Simon Teyssou : Mon grand-père travaillait pour le tri postal, dans le train entre Paris et Bort-Les-Orges. Nombre d'Auvergnats sont partis à Paris lors des vagues d'exode rural de la seconde moitié du 20^e siècle, en conservant toujours une relation avec l'Auvergne. Mon père a passé toutes ses vacances chez sa grand-mère dans le Cantal. Mes parents ont déménagé dans la Creuse, puis dans le Cantal. Ce sont des enfants d'un mai 68 rêvant de retour à la campagne pour y



reprendre la maison familiale fermée pendant 40 ans. Il n'y avait aucun architecte dans ma famille, ni dans le cercle des amis de mes parents, en revanche j'ai baigné toute mon enfance dans un chantier permanent...

Durant vos études à l'ENSA Clermont-Ferrand à la fin des années 1990, vous avez côtoyé des professeurs comme la philosophe Chris Younès. En quoi son enseignement vous a-t-il inspiré ?

Chris Younes a encadré mon TPFE (travail personnel de fin d'études) avec Jean Louis Coutarel-. Ce qui m'a beaucoup intéressé dans son enseignement, l'idée selon laquelle l'architecture ne peut se comprendre que dans sa relation aux milieux. Ma troisième année, passée à Aberdeen en Ecosse a été déterminante dans ma formation également. L'enseignement était clairement centré sur le projet auquel nous consacrons plusieurs heures par jour. Après mes études j'ai connu Frédéric Bonnet – Grand Prix de l'Urbanisme en 2014 – mais surtout deux de ces élèves qui sont devenus mes collègues à l'ENSACF : Boris Bouchet et Olivier Malclès notamment. A leur côté, j'ai mesuré à quel point la pensée transcalaire apportait à la conception de l'architecture mais aussi des projets urbains.

Comment avez-vous débuté dans la carrière d'architecte ?

J'appartiens à une génération d'étudiants qui travaillaient durant leurs études, mais aussi qui faisaient encore le service militaire... J'ai effectué un "service civil environnement", en poste au CAUE du Cantal. En côtoyant des paysagistes, j'ai appris à comprendre les structures végétales qui, à la campagne, caractérisent le paysage autant que le bâti.

J'ai créé l'agence en juillet 2000 à Clermont-Ferrand, un de mes anciens enseignants Jean-Louis Coutarel, m'ayant proposé de m'installer dans ses locaux, tout en me sous-traitant certains de ses contrats. J'ai ensuite décidé de m'installer et d'installer mon agence dans la partie du sud-ouest du Cantal après une rapide étude de l'implantation des cabinets d'architectes. Il y en avait beaucoup dans les villes, mais aucun ou presque dans la Chataigneraie cantalienne.

Les territoires ruraux que j'affectionne particulièrement n'avait pas d'architectes à de rares exceptions près. Cela se ressent beaucoup sur la qualité architecturale



et urbaine des espaces que l'on traverse. D'ailleurs, la plupart des étudiants qui sortaient de l'école de Clermont rêvait d'aller à Paris ou dans de grandes métropoles. J'ai fait le parcours inverse. Je me suis donc installé à mi-chemin entre Aurillac et Figeac.

Selon quels concepts généraux avez-vous engagés vos travaux ? Vous vous revendiquez par exemple du "régionalisme critique"...

Pendant mon diplôme, je me suis intéressé au "[régionalisme critique](#)", tel que le définissait l'historien de l'architecture Kenneth Frampton (1).

Je suis parti à la rencontre des projets d'architectes que l'historien regroupait sous la bannière du "régionalisme critique" tels que Carlo Scarpa, Alvaro Siza, Luis Barragan, et bien d'autres, pour comprendre la singularité de leur œuvre. Leur production s'écarte des dogmes de la modernité pour incarner les spécificités des territoires dans lesquels elle prend place. Ces visites m'ont permis d'entrevoir qu'il était possible d'imaginer une architecture de qualité dans des territoires à la marge.

Quels ont été vos premiers projets personnels ?

Beaucoup de réhabilitations ! Ce qui est intéressant dans ces projets, c'est de partir du substrat existant. La dimension territoriale et locale y est extrêmement importante.

Un programme européen, très bien financé, permettait aux agriculteurs de diversifier leurs activités en transformant les bâtiments vernaculaires en gîtes ruraux. Ils avaient une importante subvention et s'engageaient à louer leur patrimoine pendant dix ans. C'était aussi une manière d'accroître le tourisme dans des régions un peu à la marge. Il y a 20 ans, il n'était pas naturel d'y venir en vacances.

Il s'agissait de transformer des granges, des étables, des séchoirs à châtaignes ou des soues à cochons en gîtes. Ce qui nous a poussé à réfléchir : Qu'est-ce que ça veut dire « passer des vacances dans le Cantal » ? Qu'est-ce qu'on offre aux visiteurs dans un bâtiment agricole ? Nous nous sommes dit rapidement qu'il pouvait être intéressant de partir de la matière, pour que les citadins ne



retrouvent pas à la campagne les matériaux standardisés qu'ils viennent de quitter.

La question thermique étant secondaire, puisque les lieux n'étaient loués que l'été et qu'il n'y avait pas vraiment besoin d'isoler, nous avons pu faire beaucoup de gîtes où tous les matériaux sont restés bruts. Nous installions simplement un petit poêle, les agriculteurs ont toujours un bout de forêt et la ressource bois pour chauffer le bâtiment.

Ce sont des systèmes assez rudimentaires, qui permettent aux urbains ou aux étrangers venant dans le Cantal d'être au contact de la matière, du paysage et de se poser aussi la question de la ressource.

Vous avez participé à la rénovation d'Ehpad ou à la transformation de la salle de l'école de danse La Manufacture à Aurillac. Comment ces projets s'intègrent-ils dans le cadre de l'évolution de vos pratiques ?

Le travail sur les Ehpad a enrichi notre réflexion sur les relations au paysage et sur son importance dans la vie des occupants des établissements. Nous avons fait une extension de la maison de retraite d'Arlanc dans le Puy-De-Dôme avec Boris Bouchet, pour laquelle le plan est organisé autour d'un jardin thérapeutique. Nous avons travaillé sur la question des vues pour que les personnes âgées puissent se repérer dans l'espace. Quand vous êtes dans un couloir à l'hôpital, vous ne comprenez pas la course du soleil, alors que dans le projet d'Arlanc, vous avez une vue sur le clocher de l'église, sur la scierie à côté, sur le jardin, etc.

La réhabilitation de l'École de danse de la Manufacture à Aurillac, dirigée par la chorégraphe américaine Vendetta Mathea, a été un projet important aussi. C'est un programme très simple : trois plateaux empilés pour faire de la danse dans une ancienne fabrique de parapluies du 19^e siècle. Nous avons proposé l'usage du bois alors que les maîtres d'ouvrage imaginaient des planchers béton. Après avoir proposé un principe où le dispositif coupe-feu se trouve sur le plancher et non au-dessous, solution qui permet de rendre toutes les structures apparentes, le bois s'est imposé pour qualifier l'espace par sa matérialité, sa couleur, sa chaleur, mais aussi ses qualités acoustiques.



L'utilisation du bois, et en général des matériaux de construction, "en circuit court" est au cœur de votre démarche...

Tous les bâtiments vernaculaires ont été construits "en circuit court", les matières qui sont mises en œuvre dans ces bâtiments-là viennent d'un périmètre très restreint. À partir des années 50, les constructions sont faites avec des matériaux complètement exogènes, qui génèrent beaucoup de déplacements et ne sont pas très vertueux.

Nous avons essayé de voir comment on pouvait interrompre cette histoire et revenir à l'usage de matériaux locaux. Cette question des ressources m'a toujours fasciné. À chaque nouveau projet, nous cartographions les ressources mobilisables. Pour la réhabilitation d'un bâtiment, vous avez déjà le gros œuvre, potentiellement, vous arrivez à conserver tous les planchers, toutes les charpentes, la question des ressources est limitée au second œuvre. En revanche, elle est centrale quand on commence à construire des bâtiments neufs.

Après mon diplôme d'architecture, j'ai fait une formation au Centre national du bois, en lien avec l'interprofession du bois de la région Auvergne. C'était le moment où l'on découvrait la formidable architecture des années 2000 dans le Vorarlberg (2). Nous sommes allés en Autriche, en Allemagne et en Suisse.... Je suis devenu administrateur de l'association ce qui m'a permis de connaître les scieurs, les exploitants forestiers, les menuisiers, les charpentiers, de comprendre leurs spécificités, leurs outils, les ressources qu'on pouvait mobiliser pour les projets, que ce soit du feuillu ou du résineux. Dans le Massif central il y a beaucoup de "forêts nouvelles", qui ont été largement subventionnées par l'État après la Seconde Guerre mondiale, pour occuper notre territoire vidé par un exode rural considérable.

Dans votre projet – récompensé (3)– de [transformation de la Halle de Mandailles-Saint-Julien](#), vous mettez en valeur un matériau apparemment peu naturel, la tôle...

Dans l'après-guerre, pour des raisons économiques et de perte de savoir-faire, le chaume de l'architecture vernaculaire a été remplacé par la tôle en acier galvanisé. Au bout de 50 ans, elle finit par rouiller. Ses couleurs et sa texture fabriquent un très beau paysage dans les Monts du Cantal. Quand nous avons



conçu cette halle à Mandailles, nous sommes partis de l'archétype de la grange-étable en réinterprétant la charpente traditionnelle locale que l'on appelle une charpente à couple, c'est-à-dire une charpente non hiérarchisée, sans panne et sans chevron. Nous avons fait la même chose, mais avec une charpente en douglas et une couverture en acier corten qui prend une teinte de rouille semblable aux tôles en acier galvanisé qui se sont oxydées dans le temps.

Vous avez également été appelé à réaliser des études urbaines, portant sur des petits bourgs du Cantal...

Nous avons répondu à des modestes appels d'offres pour faire des espaces publics dans des centres-bourgs, pour y proposer des plans guides à visée opérationnelle.

Au même titre que dans les grandes villes, ce qui pose problème dans des villages cantaliens comme Leynhac, 350 habitants, c'est certains aspects de l'héritage moderne ! Ces villages, souvent très beaux, ont été défigurés à partir des années 60, quand la voiture s'est imposée, avec son corollaire, l'enrobé. Les bourgs avaient une texture particulière où le végétal côtoyait la pierre et la terre battue. Le béton bitumineux a stérilisé tous les sols, supprimé toute la végétation, en venant jusqu'au pied des façades. Il est difficile d'y imaginer d'autres usages que ceux qui sont associés à la voiture. Il faut faire en sorte que l'espace public soit plus vivant pour les habitants, mais aussi pour le végétal. Dans un département où les installations humaines et l'habitat vernaculaire sont très dispersés, la question du paysage dans lequel ils s'incluent était essentielle : les murets qui accompagnaient les fermes, les potagers, les champs, le bocage, les massifs forestiers...

En urbanisme la nature des sols n'est pas la question unique, mais agir sur l'espace public est un levier de revitalisation de ces villages qui tombent en déshérence. Un cadre bâti beaucoup plus agréable va donner envie à des propriétaires de réinvestir leur patrimoine. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui. La Covid-19 et le télétravail ont été un formidable accélérateur pour que tous ces lieux soient réinvestis.

Vous désignez l'une de vos méthodes en la qualifiant de "soustraction positive", de quoi s'agit-il ?



Il y a une énorme confusion entre la densification démographique et la densification bâtie. Il faut dédensifier la matière pour que les gens reviennent dans le centre-bourg, parce que cela devient agréable à nouveau. Cela permet de trouver de nouvelles aménités pour qu'une famille avec enfants qui veut habiter dans un territoire rural puisse avoir envie de s'y installer. Dans certains des villages sur lesquels nous avons agi, nous avons suggéré la démolition de quelques bâtiments pour ouvrir des espaces plus agréables.

Vous mettez également l'accent sur la valorisation des "frontages", identifiés par l'[architecte Nicolas Soulier](#) (4). Comment définir ces espaces et qu'en faire ?

Le frontage, un terme qui est beaucoup utilisé par les Québécois, est cette épaisseur qu'il y a entre la façade et l'espace public à proprement parler. La modernité, avec l'enrobé, a supprimé toutes ces zones de transition. Des villages entiers ont perdu les cours ou les jardinets qui précédaient les maisons de ville avec l'élargissement des voiries, justifié pour faire des parkings latéraux ou faciliter le passage des convois exceptionnels. C'est une logique de grande infrastructure de mobilité, qui a été pensée depuis les capitales et au détriment des communautés locales. Aujourd'hui, j'essaie de réintroduire ces frontages, des zones de transition entre les espaces circulés et le logement lui-même. Cette zone tampon permet, elle aussi, de rendre désirables des patrimoines qui aujourd'hui ne le sont pas.

Vous vous êtes confronté à une autre grande figure de l'urbanisme problématique, le lotissement. En suggérant quels types d'approches ?

Pour moi la qualité d'un lotissement vient de la qualité de l'espace public, des limites et du végétal, moins de l'architecture des maisons, ces dernières étant généralement conçus par des constructeurs et non des architectes. Ce sont les trois ingrédients pour arriver à faire un lotissement qui ait malgré tout une certaine tenue. Cela demeure très difficile. Les échecs sont nombreux. Le commun, l'espace public, ne doit pas être le résidu du découpage foncier maximisant le nombre de lots.

Je m'appuie sur les figures vernaculaires : des murets en pierre sèche, une palette végétale aussi, qui va se rapprocher de ce qu'on trouve autour des fermes aux alentours. Lorsque le lotissement est en situation de lisière du centre-bourg, pour des questions d'opportunités foncières, on peut aussi imaginer la création de



petites extensions urbaines s'inspirant de la figure des hameaux dispersés ou des cours de ferme... Nous avons aussi conçu deux projets pour le bailleur social Limoges Habitat, dont l'objet était de produire des maisons individuelles groupées et des logements intermédiaires dans une forme de densité horizontale, consommant peu de sol (autour de 50 logements à l'hectare). Pour des situations périurbaines, c'est assez dense. Ce qui est formidable dans ces projets-là, c'est que vous avez une prise sur l'architecture, sur l'espace public et sur le paysage. Mais le sujet aujourd'hui n'est plus tellement de savoir comme s'étendre ! Il s'agit avant tout de réinvestir les centre-bourgs et les petites et moyennes centralités.

Pour définir certains de vos travaux vous employez l'expression "économie inventive"...

Je l'ai empruntée à [Paul Chemetov](#). La question de l'économie inventive est très présente chez lui pour la fabrication d'espaces publics extensifs qui ne coûtent pas cher avec des matériaux standards ou de réemploi.

En parallèle avec votre activité libérale, vous dirigez l'ENSA Clermont-Ferrand. En quoi ces deux activités s'enrichissent-elles mutuellement ?

La dimension pédagogique et la recherche académique enrichissent la pratique. Et inversement, la pratique enrichit considérablement l'enseignement du projet.

Le Massif Central est notre territoire d'études privilégié, la métropole clermontoise, un réseau de villes petites et moyennes qui sont aujourd'hui concernées par les politiques publiques comme [Action cœur de ville](#) ou [Petites villes de demain](#). Puis, toutes ces ruralités très contrastées, des ruralités en déshérence telles les ruralités autrefois industrielles, qui se sont effondrées, comme autour de Thiers avec l'industrie du couteau, mais aussi des ruralités liées à l'élevage ou d'autres qui sont prises dans des périmètres de parcs naturels régionaux.

C'est vraiment devenu notre territoire d'études privilégié. Cela génère des partenariats avec de nombreuses collectivités. Dans le cadre d'un programme en troisième année, la totalité de nos étudiants part au contact des territoires ruraux et des acteurs locaux. Ils construisent un projet de territoire, ensuite en développent un fragment à l'échelle architecturale.



Notre UMR Ressources, traite de l'architecture des marges et des marges de l'architecture (5).

Comment définiriez-vous les tendances générales de votre pratique, reconnues aujourd'hui par le Grand Prix de l'Urbanisme ?

Les territoires sur lesquels nous travaillons implique de ne pas être spécialisé et d'articuler urbanisme, architecture et paysage. À la campagne, les sujets sont très divers, on ne vous cantonne pas dans un programme. Beaucoup d'architectes qui travaillent dans les métropoles, deviennent des spécialistes du logement, de la salle polyvalente, du théâtre ou de la gare ferroviaire. Notre agence a réhabilité un stade de rugby (de niveau Pro D2) à Aurillac, a travaillé sur le petit aéroport d'Aurillac, des maisons de retraite, des programmes de logement, des études urbaines, des projets d'espace public. Je pense que cette grande diversité de sujets est assez singulière. Nous passons d'un sujet à l'autre très facilement, donc il faut développer une forme d'agilité, une grande porosité entre les disciplines.

Les projets que je préfère sont ceux qui articule édifices (neufs ou à réhabiliter), espace public et paysage. À la campagne, d'ailleurs, la question du paysage est prépondérante.

Pour finir, je pense que ce qui distingue peut-être notre pratique dans les territoires ruraux, c'est notre capacité à développer une pratique réflexive. Depuis quelques années, je ressens le besoin d'écrire sur ce que nous faisons en publiant des articles assez régulièrement.

Quels enseignements pourraient être tirés des projets pratiqués dans les ruralités pour les transposer dans les métropoles ?

Je ne suis pas certain qu'il faille à tout prix chercher des transpositions d'une échelle à l'autre, du village à la métropole. En effet, le jeu des acteurs varie fortement entre les deux situations : la fabrication des projets diffère beaucoup. Une seule remarque peut-être. Nous avons pris pas mal d'avance dans les territoires en marge sur la question de l'économie inventive. Comme il n'y a pas de capital, nous œuvrons avec trois fois rien. Or à l'avenir, y compris dans les métropoles, l'argent et les ressources pourraient venir à manquer beaucoup plus vite qu'on ne le pense. La tension sur les ressources va continuer à faire grimper



les prix des matériaux et de l'énergie. Il s'agira alors de pratiquer un urbanisme d'acupuncture y compris dans les métropoles.

Quel message espérez-vous voir transmettre avec ce Grand Prix ?

Je souhaiterais que cela contribue à mettre un coup de projecteur sur les territoires où nous travaillons et donne envie à de jeunes professionnels de venir s'y installer. A l'école de Clermont, de nombreux jeunes architectes s'intéressent à ces territoires-là par exemple. Fascinés par ces milieux, ils n'y habitent pas encore et travaillent depuis les métropoles. Ce qui me ferait plaisir, c'est que ce Grand prix donne envie à des jeunes de franchir le pas en les habitant.■

Propos recueillis par Marc Lemonier

(1) Frampton, Kenneth. 1988. "Place-Form and Cultural Identity", in John Thakara (éd.), *Design After Modernism*, New York : Thames and Hudson.

(2) Selon les auteurs du livre "L'architecture écologique du Vorarlberg : Le panorama complet d'un modèle européen de développement durable". Dominique Gauzin-Müller 2009, Éditions du Moniteur, "Les Vorarlberger baukünstler sont un groupe d'architectes et de charpentiers autrichiens qui ont développé depuis le début des années 1980 une approche originale de la construction considérée comme un modèle du développement durable."

(3) Grand Prix d'architecture 2020, décerné par la revue d'A.

(4) Nicolas Soulier, dans son livre *Reconquérir les rues : exemples à travers le monde et pistes d'actions* publié en 2012.

(5) Dirigé par Jean-Philippe Costes et Stéphane Bonzani
<https://www.umd-ressources.fr/>

